

RASSEMBLEMENT DEVANT LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT

Les étudiants assiègent Harraoubia

La protestation des étudiants se radicalise. D'autres instituts ainsi que les universités d'Alger, Oran, Constantine, Blida, Tizi-Ouzou, Annaba et M'sila ont rejoint hier le mouvement. La répression n'a fait qu'exacerber leur colère. «Nous ne partirons pas d'ici tant que nos revendications ne sont pas satisfaites», affirme-t-on.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)

-Une foule d'étudiants était rassemblée hier, devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les brigades anti-émeutes ont quitté les lieux, des policiers étaient postés à l'écart, mais sans intervenir.

Sur le portail du bâtiment, les étudiants ont accroché banderoles, pancartes et affiches.

«Harraoubia dégage !», «Ulaç smah ulaç», «Pouvoir assassin», «Quelle honte ! Un ministère sans décision !», «On ne veut pas d'incompétents dans la tutelle», «A quoi bon étudier 5 ans pour un diplôme de trois ans», autant de slogans scandés sous l'effet de la colère et la déception.

A deux reprises, des protestataires déchaînés ont tenté de forcer le portail du bâtiment officiel. Fonctionnaires et policiers ont été subitement pris de panique. Des «non, non», fusaient de partout. «Nous sommes des étudiants pas des voyous. Nous sommes civilisés», a hurlé la masse des étudiants.

Bien organisés, les universitaires n'ont pas voulu envenimer la situation, déjà très tendue. «Ce sont des étudiants de l'École nationale vétérinaire d'Alger, militants de l'Union générale des étudiants libres (UGEL), qui ont voulu récupérer ce mouvement.

Ce sont eux qui ont voulu forcer le portail. Nous les connaissons», révèle un délégué des étudiants.

Durant la matinée, des universitaires, représentant différents établissements du supérieur du pays ont continué d'affluer sur les lieux sous les applaudissements de leurs camarades des écoles et instituts implantés à travers le pays : École polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU), École supérieure d'informatique (ESI), l'Institut des technologies de l'information et de la communication (ITFC), l'École nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSML), Institut national du commerce (INC), École nationale supérieure des travaux publics (ENSTP), l'Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO), Institut

national de commerce d'Alger (EHEC), École nationale supérieure d'agronomie (ENSA), etc. La liste est longue.

En l'absence d'une structure officielle, il est difficile de dénombrer les établissements concernés. D'une manière générale, ce sont tous les établissements universitaires qui suivent le système d'études classique.

«Pour empêcher les autres de rallier le ministère, les trains et les transports estudiantins ont été arrêtés. Beaucoup de nos amis n'ont pas pu venir jusqu'à nous», raconte Mohamed, étudiant à l'École supérieure du commerce. Lundi, les délégués de huit écoles et instituts de formation supérieur, en grève depuis deux semaines ont déposé une demande d'audience au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur. «Nous n'avons obtenu aucune réponse. On nous a envoyé le petit personnel pour nous faire comprendre que nous serons reçus mercredi. C'est quoi ce jeu ? Nous voulons une réponse officielle pas informelle», indique Célia.

Des réunions ont déjà été tenues avec le conseiller du ministre et le directeur général de l'enseignement, sans aboutir à des résultats concrets, déclare-t-on. «Ils nous ont dit qu'ils ne peuvent rien pour nous», dira Mehdi. «Ils disaient que nous étions leurs enfants, mais cela ne les a pas

empêchés de nous tabasser. Nous ne voulons plus dialoguer avec eux, ils nous ont malmenés et méprisés», s'écrie Mohamed.

Les étudiants affirment tenir leur rassemblement quotidiennement jusqu'à la satisfaction de leur revendication : l'annulation du décret présidentiel 10-135.

L'ENA rejoint le mouvement

Les étudiants de l'École nationale d'administration sont en grève depuis dimanche dernier. Tous les matins, les 99 étudiants rejoignent l'amphi-

théâtre et y restent de 8h à 17h15, sans assister aux cours. Comme tous les autres, ils protestent contre la promulgation du décret présidentiel 10-135 qui redéfinit le classement des diplômes.

Un classement qui dévalorise les étudiants des écoles et instituts supérieurs. «Nous voulons que notre formation de bac+7 ou 8 pour les ingénieurs soit transférée de la catégorie 14 vers une catégorie supérieure». Il n'est pas normal, disent-ils, de nous mettre avec les autres alors que la formation de leur école est l'une des plus exigeantes et des plus difficiles. Les gré-

vistes demandent également l'obtention de l'équivalence académique de leur diplôme puisque leur formation est simultanément pratique et académique. «L'affectation des élèves vers des fonctions qui leur permettent de contribuer à consolider les fondements d'une administration moderne et dynamique reste floue. On ne sait pas comment cela se passe». Des écrits ont été adressés aux ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Environnement supérieur et à la Fonction publique mais qui sont restés lettre morte.

I. B.

Les enseignants dénoncent la répression contre leurs élèves

Le Collectif des enseignants de l'Université des sciences et technologie Houari-Boumediène dénonce la bastonnade des étudiants par les forces de l'ordre.

«Nous dénonçons la répression sauvage qui s'est abattue sur les étudiants en sit-in pacifique devant le ministère. Nous dénonçons l'absence totale de négociations avec les représentants réels et légitimes des étudiants», note le collectif dans un communiqué.

En demandant l'abrogation du décret mis en cause, le collectif ajoute qu'il est mobilisé pour la défense d'une «université algérienne, démocratique, publique et performante».

L'association Nedjma de la Faculté des sciences humaines et sociales de Bouzaréah dénonce également la répression dont ont été victimes les étudiants. «La tutelle semble indif-

férente à tout ce qui préoccupe ces étudiants et n'affiche aucune volonté en vue du règlement de leurs problèmes. Par ailleurs, on mobilise un dispositif aussi important de forces antiémeutes pour réprimer toute libre expression de la part de ces mêmes étudiants.»

De même, des enseignants de l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information ont publié une déclaration dans laquelle ils dénoncent «l'usage de la violence à l'encontre des étudiants qui demandent, depuis déjà plusieurs semaines, l'annulation des dispositions réglementaires dévaluant leurs diplômes». «Nous apportons toute notre solidarité à leurs revendications que nous estimons légitimes», concluent-ils.

I. B.

CNCD ORAN

Une marche pour le 5 mars

Lors de la réunion tenue lundi dernier, la CNCD Oran a décidé, après vote de ses membres, d'organiser une marche pour le 5 mars 2011. Toutefois, et poursuivant ses actions sur le terrain, il a été décidé un travail de proximité par la distribution de textes qui répondent à deux questions : «Qui sommes-nous ? (CNCD) et Que voulons-nous ? (objectifs de la CNCD, ndlr)».

Répondant au souci du citoyen déireux de rejoindre la CNCD mais qui demeure hésitant, par manque d'information ou par désinformation, la section syndicale d'Oran a opté pour un travail de proximité qui consiste aller vers lui afin de lui fournir des éléments de réponse. «Le citoyen algérien doit savoir et comprendre que les membres de la CNCD au niveau national sont des

Algériens qui partagent les mêmes soucis que lui, à savoir une quête de plus de liberté démocratique et le droit à une vie sociale décente et équitable pour tous», dira un membre de la CNCD.

Ce travail d'information se fera, nous dit-on, «à travers les différentes localités, quartiers et communes de la wilaya d'Oran, afin de s'ouvrir davantage sur la popula-

tion en vue de former une force civile, car la dynamique sociale est intégrée dans un contexte propre à chacun, raison de plus pour aller vers le citoyen où qu'il soit».

Au niveau du siège de la LADH, où se tiennent les réunions de la CNCD Oran, on nous apprend que depuis le meeting du 19 février, le lieu connaît une affluence de citoyens qui veulent avant tout s'assurer de la composition de la coordination et de ses objectifs. Constatant qu'elle est composée de citoyens de toutes les couches sociales et pas forcément partisans, ils y adhèrent avec conviction.

D'ailleurs, nous dira un membre actif de la CNCD Oran, «le meeting de samedi

dernier nous a valu l'adhésion d'une cinquantaine de personnes, qui sont venues assister au début par curiosité et qui se sont vite retrouvés dans les objectifs de la Coordination, rassurés que ses actions se veulent pacifiques».

La demande d'autorisation pour la marche prévue pour ce 5 mars sera, nous dit-on, «déposée en présence d'un huissier de justice afin que le scénario du 12 février ne se répète pas, puisque l'administration locale est allée jusqu'à nier avoir reçu une demande pour la tenue d'un rassemblement, alors que l'accusé de réception a été envoyé aux services concernés de la wilaya par voie postale».

Amel B.

ANNABA

L'université Sidi-Amar en ébullition

Les portails d'accès à l'ensemble des facultés de l'Université Badji-Mokhtar de Sidi-Amar (Annaba) ont été fermés, hier mardi, au moment où des milliers d'étudiants tenaient un sit-in devant l'entrée de cette institution.

La contestation est partie de la faculté d'architecture avant de faire boule de neige et s'étendre à d'autres facultés. Approchés, les étudiants contestataires affirment qu'ils «refusent toutes les décisions prises par le ministère de l'Enseignement supérieur touchant à notre avenir. Aujourd'hui, nous voulons

faire comprendre à ces gens qu'on n'est pas prêts de faire marche arrière. Nous sommes là pour protester contre ces décisions, dévalorisant nos diplômes».

Tout en appelant à l'abrogation du décret 10-315 du 13 décembre 2010, relatif à la classification de leur diplôme, ils disent ne pas comprendre cette démarche qui place un diplôme obtenu après un cursus de cinq années au même niveau que celui du LMD ne nécessitant que quatre années d'études.

Les étudiants contestataires affirment ne plus croire en les promesses du ministère et veulent voir dorénavant du concret. «Au lieu de voir notre situation s'améliorer, nous constatons tout à fait le contraire. On nous complique d'avantage la vie.

Aux difficultés que nous vivons dans une université qui prend eau de toutes parts (problèmes pédagogiques, transport, cantine...), viennent s'ajouter d'autres qui plus est cette fois-ci, hypothèquent notre avenir.

L'Université Badji-Mokhtar ne fait que dégringoler ces dernières années dans le classement mondial des universités, occupant une peu envieuse place, au bas du tableau sur le plan africain, et font remarquer encore les étudiants protestataires. «Nous sommes décidés à ne pas céder et à poursuivre notre mouvement, et ce, jusqu'à satisfaction totale de nos revendications légitimes», affirment-ils plus que jamais déterminés.

A. Bouacha

Le ministère ferme ses portes même à la presse

Avec des confrères, nous avons demandé hier à rencontrer le chargé de la communication du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour s'enquérir de la situation. L'agent de sécurité, posté à l'entrée du bâtiment, nous a prié d'attendre.

L'attente devenant longue, nous avons insisté pour rencontrer un responsable. En fin de compte, le même agent a fini par nous répondre que les concernés étaient absents.

I. B.

ILS ONT OBSERVÉ UN RASSEMBLEMENT AU CAMPUS TARGA-UZEMOUR Les enseignants universitaires appuient la protesta estudiantine

L'Université Abderrahmane-Mira est totalement paralysée par le mouvement de grève des étudiants enclenché depuis plus d'une dizaine de jours pour protester contre la dévalorisation du diplôme d'ingénieur et les nouvelles conditions d'accès appliquées au master pour les étudiants du système LMD.

Les étudiants protestataires ont été rejoints, dans la matinée d'hier mardi, par leurs enseignants à travers un rassemblement observé devant l'un des accès du campus Targa-Uzemour pour exiger «le paiement immédiat des salaires et des rappels». Par cette action, les enseignants universitaires de Béjaïa entendent exprimer leur soutien au mouvement de protestation des étudiants initié pour exiger l'abrogation immédiate du décret 10-315 du 13 décembre 2010. Tout en se déclarant «solidaire du mouvement des étudiants qui se battent pour une université algérienne publique et performante au service du bien-être de la société», le collectif des enseignants de l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa interpelle «tous les acteurs de la communauté universitaire à agir collectivement pour imposer une refonte des textes régissant l'université algérienne en vue de la consécration du principe de la gestion démocratique et pour exiger une évaluation objective du système LMD par les premiers concernés».

A. Kersani